



CHAPITRE 94

CHAPTER 94

Loi relative à la ville de Cowansville An Act respecting the town of Cowansville

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Cowansville a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires, que de plus amples pouvoirs lui soient accordés que ceux qu'elle possède en vertu de ses lettres patentes en date du 11 juillet 1931;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition.

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 128, am.
pour ville.

1. L'article 128 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Cowansville, en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Copropriétaires, etc.

"3. Quand deux ou plusieurs personnes sont copropriétaires, colocataires ou occupants de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces copropriétaires, colocataires ou occupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste.

Droit de vote.

Nonobstant l'article 134 de la Loi des cités et villes, chapitre 233, Statuts refondus de Québec, aucune personne, sauf le propriétaire ou le mari d'une propriétaire, n'aura le droit de voter à une élection municipale, à moins d'avoir payé le ou avant le

Preamble.

WHEREAS the town of Cowansville has represented, by its petition, that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that it be granted more extensive powers than those it possesses under its Letters Patent dated the 11th of July, 1931;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 233,
s. 128, am.
for town.

1. Section 128 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Cowansville, by replacing paragraph 3 by the following:

"3. When two or more persons are joint owners, joint tenants or joint occupants of land or buildings entered on the valuation or collection roll in force at a real or annual value sufficient to qualify each for electoral purposes, each of such joint owners, joint tenants and joint occupants shall be qualified as an elector, and shall be entered on the electoral list.

Joint owners, etc.

Right to vote.

Notwithstanding section 134 of the Cities and Towns Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, no person, save the proprietor or the husband of the proprietor, shall be entitled to vote at a municipal election, unless he has paid on

trente-unième jour du mois de décembre de l'année précédente, toutes taxes, municipales, scolaires ou d'eau, alors dues par cette personne. Le premier jour juridique de janvier de chaque année, le secrétaire-trésorier devra s'assurer du nom de ces électeurs qui à cette date n'avaient pas payé en entier leurs taxes municipales, scolaires ou d'eau et devra entrer à l'encre rouge, en regard de leurs noms respectifs, dans la colonne réservée aux remarques sur la liste des électeurs, le montant des taxes ou versements dus par ceux-ci.

Il est défendu à tout sous-officier rapporteur en charge d'un bureau de scrutin, de remettre un bulletin de votation à aucune personne qui apparaît sur la liste électorale comme devant des taxes municipales, scolaires ou d'eau, sous peine d'une amende ne devant pas excéder cinquante dollars, à moins que telle personne ne lui exhibe un certificat sous la signature du trésorier, établissant que telles taxes ont été payées le ou avant le trente-et-unième jour de décembre de l'année précédente."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp. pour
ville.

2. L'article 173 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Cowansville, par le suivant:

Date des
elections
du maire.

"**173.** L'élection du maire a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février, conformément aux dispositions ci-après:

Id., échevins.

Les échevins sont remplacés et élus au rythme de une demi de leur nombre par année, à la date ci-dessus, par la majorité des électeurs municipaux ayant voté.

Rotation.

Nonobstant les dispositions de l'article 49 de la Loi des cités et villes, à la prochaine élection générale suivant la mise en vigueur de la présente loi, trois échevins actuellement en fonction devront être remplacés et leur nom devra être tiré au sort par le conseil à sa première assemblée régulière du mois de décembre 1949, et si le conseil manque de faire le tirage au sort à ladite assemblée, les trois échevins qui doivent être remplacés sont désignés par le ministre des affaires municipales, au moins dix jours avant la date fixée pour la mise en nomination et aucune élection ne pourra avoir lieu pour remplacer ces éche-

or before the thirty-first day of the month of December of the preceding year, all municipal, school or water taxes, then due by such person. The first juridical day of January of each year, the secretary-treasurer shall ascertain the names of those electors who at that date had not fully paid their municipal, school and water taxes and shall enter in red ink, opposite their respective names, in the column reserved for remarks on the list of electors, the amount of taxes or payments due by them.

Every returning-officer in charge of a polling-station is forbidden to deliver a ballot-paper to any person who appears on the electoral list as owing municipal, school or water taxes, under penalty of a fine not exceeding fifty dollars, unless such person shows him a certificate signed by the treasurer, establishing that such taxes were paid on or before the thirty-first day of December of the preceding year."

2. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Cowansville, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173, re-
placed, for
town.

"**173.** The election of the mayor shall be held every two years, on the first juridical day of February, in accordance with the provisions hereinafter contained:

Date of
election
of mayor.

The aldermen shall be replaced and elected at the rate of one-half of their number per year, on the above date, by the majority of the municipal electors who have voted.

Id., aldermen.

Notwithstanding the provisions of section 49 of the Cities and Towns Act, at the next general election following the coming into force of this act, three aldermen now in office shall be replaced and their names shall be drawn by lot by the council, at the first regular meeting of the month of December, 1949, and if the council fails to make the drawing by lot at the said meeting, the three aldermen who must be replaced shall be designated by the Minister of Municipal Affairs, at least ten days before the date fixed for the nomination and no election can be held to replace such aldermen before

Rotation.

vins avant qu'ils n'aient été ainsi désignés. Rien dans le présent alinéa ne doit être interprété de manière à empêcher les trois échevins sortant de charge, à la veille d'une élection générale, d'être de nouveau candidats à la prochaine élection générale."

they have been thus designated. Nothing in this paragraph shall be interpreted as preventing the three aldermen leaving office on the eve of a general election; from again being candidates at the next general election."

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour ville.

3. Le paragraphe 27^b de l'article 429, de ladite Loi des cités et villes, édicté par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, est remplacé, pour la ville de Cowansville, par le suivant:

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for town.

3. Paragraph 27^b of section 429 of the said Cities and Towns Act, enacted by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, is replaced, for the town of Cowansville, by the following:

Taxis.

"27^b. Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas dix dollars par taxi et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel de deux dollars;"

Taxis.

"27^b. To oblige taxi owners to obtain from the corporation an annual license not exceeding ten dollars per taxi and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual license of two dollars;"

S.R.,
c. 233,
a. 429a, aj.
pour ville.

4. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Cowansville, en ajoutant, après l'article 429, l'article suivant:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added, for
town.

4. The said Cities and Towns Act is amended, for the town of Cowansville, by adding, after section 429, the following:

Billet d'assignation.

"**429a.** Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation, et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction, peut remplir sur les lieux même où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

Notice of summons.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer, to whom notice of such infraction has come, may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town traffic department.

Paiement pour éviter plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au département de la circulation de la ville et en y payant une somme maximum de deux dollars comme amende, selon l'infraction reprochée. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Payment to avoid complaint.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town traffic department and by paying thereat a maximum sum of two dollars as fine according to the infraction charged. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question, shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, la ville peut porter contre elle une plainte conformément à la loi".

Complaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the town may lodge a complaint against him, in accordance with the law".

S.R.,
c. 233,
a. 525,
remp.pour
ville.

5. L'article 525 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Cowansville, par le suivant:

Capita-
tion.

"525. Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant du sexe masculin, âgé de vingt et un ans et plus, qui a résidé dans la municipalité pendant trois mois et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu de la présente loi, une taxe annuelle de cinq dollars."

S.R.,
c. 233,
a. 526,
remp.pour
ville.

6. L'article 526 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Cowansville, par le suivant:

Commer-
ces, etc.

"526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas deux cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposées sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent.

Base.

Ces taxes pourront être basées, dans le cas de salles de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas de salons de barbier, sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures-automobiles de promenade (*drive yourself*) et de véhicules de plaisir, tels que définis dans la Loi concernant des véhicules-automobiles, sur le nombre de voitures ou de véhicules servant audit louage; dans le cas d'entreprises de camionnage, sur le nombre de camions employés dans les limites de la cité; dans le cas de salles de quilles, sur le nom-

5. Section 525 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town of Cowansville, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 525, re-
placed, for
town.

Poll-tax.

"525. The council may impose and levy on every male inhabitant of the age of twenty-one years and over, who has resided in the municipality for three months and who is not liable to any other tax under this act, an annual tax of five dollars."

6. Section 526 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town of Cowansville, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 526, re-
placed, for
town.

Trades,
etc.

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such duties or taxes do not exceed in any case the sum of two hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who have not resided in the municipality for twelve months from those for persons who reside therein, provided that such dues and taxes imposed on non-residents and on those who have resided in the municipality for less than twelve months, shall not exceed the others by more than fifty per cent.

Basis.

Such taxes may be based, in the case of billiard and pool rooms, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the trade; in the case of a hairdressing parlour, in the number of chairs used in the hairdressing trade; in the case of hiring out of drive yourself automobiles and pleasure vehicle, as defined in the Motor Vehicles Act, on the number of vehicles used for said hiring out; in the case of a trucking service, on the number of trucks used in the limits of the town; in the case of a bowling alley, on the number of bowling alleys; in the case of ambulatory restaurants, or the sale of any articles whatsoever from a

bre d'allées de quilles; dans le cas de restaurants ambulants, ou de vente d'objets quelconque d'un véhicule, selon le nombre de voitures ou véhicules.

Distribu-
teurs au-
tomati-
ques.

La ville de Cowansville aura également le droit de prélever sur toute personne, société ou corporation, possédant ou exploitant de quelque manière que ce soit, tout distributeur, ou machine automatique ou à sous, autorisé par la loi et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement reconnue, une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur ou machine automatique ou à sous, servant ou destinés à servir à la vente de service et sans en limiter la description, connus sous les noms de jeux mécaniques, phonographes, sélecteurs automatiques pour phonographes (Wallomatic), (Nickelodium), (Juke Box), projecteur de vues automatique, (Pen-O-Ram) ou autres autorisés par la loi et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons. Le présent alinéa ne s'applique pas aux balances automatiques, aux appareils téléphoniques, non plus qu'aux appareils distributeurs de liqueurs douces.

Pompes à
gazoline.

Le conseil de la ville, par règlement, peut frapper d'un impôt annuel maximum de cinquante dollars toutes pompes distribuant de la gasoline ou autre carburant, ainsi que tous réservoirs d'emmagasinage de gasoline ou d'autre carburant servant au commerce en gros; néanmoins, le taux de cet impôt pourra être moindre pour une pompe ou un réservoir utilisé pour des fins exclusivement personnelles."

Acquisi-
tion d'im-
meubles.

7. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Cowansville, de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales, et dont le coût total ne devra pas excéder cent mille dollars, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Ventes,
etc.

Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeubles ou immeuble, aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit

vehicle, according to the number of vehicles."

The town of Cowansville shall also be entitled to levy on any person, partnership or corporation possessing or operating in any manner whatsoever any slot-machine, or any automatic or penny machine, authorized by law operated by means of coins or counters and used exclusively for the sale of any merchandise having a generally recognized market value, a license not exceeding twenty-five dollars for each slot-machine or automatic or penny machine used or intended to be used for selling service and without limiting the description of same, known under the names of mechanical games, phonographs, automatic selectors for phonographs (Wallomatic), (Nickelodium) (Juke Box), automatic view projector, (Pen-O-Ram) or others authorized by law and operated by means of coins or counters. This paragraph shall not apply to automatic weighing-machines, telephonic apparatus, nor to soft drink automatic distributors.

Slot-
machines.

The town council may, by by-law, impose an annual maximum tax of fifty dollars on all gasoline or other carburant pumps, as well as gasoline or other carburant tanks used for wholesale trade; nevertheless, the rate of such tax may be less for a pump or a tank used for exclusively personal purposes."

Gasoline
pumps.

7. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the council of the town of Cowansville may construct, acquire or maintain a building or buildings to be used in whole or in part for municipal purposes, and the total cost whereof shall not exceed one hundred thousand dollars, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Acquisi-
tion of
immove-
ables.

The municipal council is authorized to lease or sell the said buildings or building, on the conditions which it shall fix, provided that the sale price be not below

Sale, etc.

pas inférieur au prix desdits immeubles ou immeuble, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Emprunt. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par règlement approuvé par les électeurs propriétaires, par la Commission municipale de Québec et par le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

Contrat et acquisition validés.

8. Le contrat passé sous seing privé en date du 4 août 1948, entre la ville de Cowansville et Sa Majesté le Roi aux droits du Canada, représenté par Wartime Housing Limited, ainsi que l'acquisition des lots requis pour les fins de l'exécution du susdit contrat sont déclarés valides et légaux à toutes fins que de droit, contrat dans lequel sont intervenus la Commission scolaire Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, Cowansville, et Cowansville Consolidated High School Board of Commissioners et la ville est autorisée à vendre les susdits lots pour les mêmes fins.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the price of the said buildings or building, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Loan. For the purposes aforesaid, the council may borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars by by-law approved by the electors who are proprietors, by the Quebec Municipal Commission and by the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of law respecting loan by-laws.

Agreement and acquisition validated. **8.** The agreement under private seal dated the 4th of August, 1948, between the town of Cowansville and His Majesty the King in the right of Canada, represented by Wartime Housing Limited, as well as the acquisition of the lots required for the purposes and for the carrying out of the said agreement are declared valid and legal for all legal purposes, agreement in which the School Board of Ste. Thérèse de l'Enfant-Jésus, Cowansville and Cowansville Consolidated High School Board of Commissioners intervened and the town is authorized to sell the abovementioned lots for the same purposes.

Coming into force. **9.** This act shall come into force on the day of its sanction.